

**Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et
l'environnement**

**Conseil d'administration
Séance du 16 novembre 2021**

Délibération n°5.5

Le 16 novembre 2021, le Conseil d'administration de l'institut Agro s'est réuni sous la présidence de Laure Coudret-Laut, en visioconférence.

Nombre de membres en exercice : 31

Nombre de présents : 20

Membres représentés (procuration) : 9

Quorum : 16

Point 5 – Formation et Recherche

Délibération 5.5 – Critères généraux d'exonération des droits d'inscription au titre de l'année universitaire 2021/2022 : complément à la délibération du 29 juin 2021

Visa :

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles R.719-49, R.719-50, R.719-50-1 et D611-19 ;

Vu le code rural et de la pêche maritime et notamment son article R.812-24 ;

Vu le décret n°2019-1459 du 26 décembre 2019 relatif à l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement et notamment son article 9 ;

Vu l'arrêté du 23 juin 2021 fixant le montant des droits de scolarité dans les établissements d'enseignement supérieur agricole publics pour l'année universitaire 2021-2022 ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu l'arrêté du 17 juin 2021 portant modification de l'arrêté du 19 avril 2019 relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Exposé des motifs :

Cette délibération vient en complément de la délibération 5.3 en date du 29 juin 2021 portant sur les critères généraux d'exonération des droits d'inscription au titre de l'année universitaire 2021/2022. Ce complément porte sur deux points :

Exonération à titre exceptionnel pour l'année 2021/2022 concernant les étudiants bénéficiant d'une suspension d'étude (césure) :

L'arrêté du 23 juin 2021 relatif aux droits de scolarité dans les établissements du MAA introduit des droits de scolarité, auparavant inexistantes, pour les étudiants qui suspendent leur cursus pour une césure en autonomie (ex année sabbatique).

L'arrêté étant paru tardivement par rapport à la validation de projet de césure par les étudiants, il est proposé, à titre exceptionnel pour 2021/2022 d'exonérer totalement les étudiants qui s'étaient déjà engagés sans avoir tous les éléments financiers. Cette exonération ne sera pas reconduite en 2022-2023.

Exonération individuelle totale ou partielle pour des situations et des demandes exceptionnelles :

La délibération prise en juin 2021 ne prévoyait pas d'article permettant d'accorder d'exonération pour des cas exceptionnels ou très particuliers.

Le cas d'un étudiant cette année, dont le stage de fin d'étude a été rompu par l'entreprise et ayant nécessité un nouveau stage sur l'année universitaire suivante (comme lors des périodes covid) nous amène à proposer de se doter d'un dispositif d'exonération spécifique qui fera l'objet d'un examen préalable par les services et sera accordé au cas par cas.

ADOPTÉ : à 28 voix pour
 à 0 voix contre
 à 1 abstention

Le Conseil d'administration de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement, réuni le 16 novembre 2021, approuve les deux exonérations exceptionnelles citées ci-dessus en complément de la délibération 5.3 en date du 29 juin 2021 portant sur les critères généraux d'exonération des droits d'inscription au titre de l'année universitaire 2021/2022.

Fait à Paris, le 16 novembre 2021

La Vice-Présidente du Conseil d'administration
Laure Coudret-Laut

Signature L. Coudret-Laut